

IL Y A 16 ANS LES TROTSKYSTES
MARC BOURHIS
 ET **PIERRE GUEGUEN**
 ETAIENT FUSILLES A CHATEAUBRIANT

Le 22 octobre 1941, 27 militants ouvriers étaient fusillés au camp de Châteaubriant. Parmi eux se trouvaient nos camarades Marc Bourhis et Pierre Gueguen, deux des trotskystes qui, sous la terreur nazie, donnèrent leur vie pour que triomphe le communisme révolutionnaire.

MARC BOURHIS :

Instituteur, né à Tréguier (Finistère). Quitte en janvier 1934 le Parti Communiste à la suite de désaccords sur des questions de démocratie. Militant syndicaliste connu, il est membre du Conseil syndical du Finistère. En 1936 il prend contact avec les trotskystes et organise à Concarneau une réunion bolchevik-léniniste. Militant au PSOP il fait propagande le 30 novembre 1938 pour la grève.

Secrétaire du rayon trotskyste de Concarneau, les conséquences de son inlassable énergie ne se font pas attendre; alors qu'il est déjà brimé dans sa profession, un inspecteur enquête pour connaître sa position politique. Mobilisé à Brest comme matelot, il est muté le 1^{er} mai 1940 en raison de ses convictions, dans une compagnie de 1^{re} ligne.

Arrêté le 2 juillet 1941 par la police française. Emprisonné à Châteaubriant, il est fusillé le 21 octobre 1941 avec Pierre Gueguen et 25 militants du Parti Communiste Français.

PIERRE GUEGUEN :

Adhère après la première guerre mondiale au Parti Communiste (Section française de l'Internationale Communiste, de Lénine et Trotsky). Il devient maire communiste de Concarneau mais, entretenant toujours d'excellents rapports avec Marc Bourhis, il rompt en septembre 1939 avec le Parti Communiste Français pour revenir au véritable communisme révolutionnaire. Arrêté et emprisonné au camp de Châteaubriant, il écrit une lettre annonçant son irrévocable décision d'adhérer sans réserve à la IV^e Internationale. Le 22 octobre il est fusillé avec les autres martyrs de Châteaubriant.

VIE DU PARTI

Assemblée Générale de la Région Parisienne

Une récente Assemblée de la Région Parisienne s'est tenue pour entendre un premier compte-rendu d'ensemble du 5^e Congrès Mondial.

Les membres du P.C.I. de cette région ont eu le plaisir, en cette circonstance, de recevoir et de saluer plusieurs délégués d'autres sections de l'Internationale de passage à Paris.

Une réorganisation de la Région Parisienne a été effectuée pour intégrer dans diverses cellules les nouveaux membres du parti dont le stage s'était terminé.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

Une aile de la bourgeoisie veut jouer la carte du chômage

Pinay s'est rendu célèbre par son astuce à s'attribuer le mérite de la stabilisation financière de 1952 — qui se serait produite de toute façon du fait de la baisse des prix mondiaux des matières premières découlant de la fin de la guerre de Corée. Sa tentative de résoudre l'actuelle crise gouvernementale reposait sur une réédition de ce tour de passe-passe. Mais cette fois la spéculation jouait sur une perspective de récession, de baisse de l'activité économique et avant tout de chômage. Pinay, en 52, avait instauré une certaine échelle mobile parce qu'il tablait sur la stabilisation des prix au moins relative et apparente, pour que les travailleurs n'en bénéficient pas. Aujourd'hui, il proclame son opposition au blocage des prix et des salaires parce qu'il escompte une baisse de l'activité économique, une restriction délibérée du crédit, pour provoquer une baisse des prix et avant tout sur le développement du chômage dont il espère que la pression sur les travailleurs les empêchera de lutter pour l'augmentation des salaires.

Cette orientation révèle deux aspects de la situation dont les travailleurs doivent tirer les conclusions au plus vite. Premièrement, il existe dans le grand capital une aile qui veut délibérément accentuer les phénomènes de récession, en particulier par une radicale diminution du crédit, des commandes et des subventions de l'Etat. Ainsi une série d'entreprises seraient coulées, absorbées à bon compte par les plus grosses et une certaine quantité de travailleurs jetés au chômage. Elle espère ainsi briser la combativité ouvrière, et « assainir » l'économie capitaliste grâce à une telle période de crise.

Deuxièmement — et surtout — cette orientation s'appuie et souligne les phénomènes de récession qui se manifestent dans le monde et en France. Le boom économique des quatre dernières années s'essouffle; des marchés sont saturés; certaines productions plafonnent.

En France ce début de crise prend une forme particulière. Dans le monde entier, la prospérité a eu comme moteur les crédits étatiques, les prêts pour les investissements, le crédit à la consommation, à la construction et les dépenses militaires. Partout les gouvernements devaient veiller à ce que ces injections étatiques à l'économie capitaliste ne provoquent pas une inflation trop grande qui aurait comme effet de désorganiser l'économie par la perte de confiance des capitalistes dans la monnaie. En France aussi, ces procédés ont été utilisés, mais deux facteurs sont intervenus pour détraquer le système. D'une part la non modernisation d'une très grande partie de l'appareil industriel et agricole en dehors des grosses entreprises très riches et concentrées (sidérurgie, industrie chimique). Ceci eut pour effet de maintenir les prix français très au-dessus des prix mondiaux et de provoquer une crise de la balance extérieure des paiements par la faiblesse des exportations.

D'autre part et surtout la guerre d'Algérie, en ajoutant des centaines de milliards de dépenses étatiques aux autres, accentua l'inflation au delà des limites possibles (hausse de 15 % des prix de gros en 1957). En même temps, ces dépenses de guerre aggravaient la crise des paiements extérieure. La combinaison des deux crises monétaires intérieure et extérieure a conduit aujourd'hui au bord de la catastrophe financière. Elle explique l'incroyable crise politique de la bourgeoisie que révèle la crise gouvernementale et parlementaire.

Certains politiciens pensent qu'il faut vite trouver une solution à la guerre d'Algérie et, sur la base de la popularité ainsi acquise, imposer ensuite une solution à l'économie dont l'inflation limitée sera continuée. D'autres, qu'il faut d'abord enrayer l'inflation par une baisse de l'activité économique et le chômage et s'occuper de l'Algérie ensuite. Mais les uns comme

les autres n'ont aucune autre perspective que de faire payer la crise et la guerre aux travailleurs: « diminution de la consommation », « blocage des salaires et des prix », « détente sur le marché du travail », etc...

La classe ouvrière — par ses grandioses manifestations et luttes présentes — montre qu'elle a compris cette intention de la bourgeoisie et qu'elle veut l'empêcher. La combativité ouvrière est assez grande pour imposer une autre solution que les solutions bourgeoises, soit inflationnistes, soit déflationnistes. Mais pour cela il est indispensable, urgent, irremplaçable, que les luttes deviennent générales et se fixent un but qui soit une solution définitive et non des palliatifs dépassés le lendemain par la hausse des prix ou le chômage. Aussi longtemps que le gouvernement sera au service des capitalistes, les frais de la guerre, de l'inflation, de la récession seront payés essentiellement par les travailleurs. La seule solution définitive, c'est que la grève générale impose un gouvernement socialiste-communiste qui applique un programme en faveur des masses contre les capitalistes: retrait des troupes d'Afrique — alignement des salaires sur les prix — contrôle ouvrier sur l'emploi, les importations, les exportations — expropriation des trusts et des banques qui s'enrichissent de la guerre, de l'inflation ou de la déflation, de la prospérité comme de la crise.

Les mots d'ordre, les buts du combat ouvrier qui se développe doivent se résumer en un seul: socialistes-communistes au pouvoir pour les travailleurs!

J. PRIVAS.

Tout augmente...

Tout augmente, et aussi nos frais de publication et d'expédition de « la Vérité des Travailleurs ». Dans ces conditions, notre budget parvenant de plus en plus difficilement à couvrir nos dépenses, nous ne pourrions envisager quelques dépenses indispensables de publicité, d'accroissement de la diffusion, que si nos rentrées augmentent. Et cela n'est possible que si tous nos amis nous adressent des souscriptions régulières. Nous savons que chacun rencontre les mêmes ennuis pour son propre budget; mais « la Vérité des Travailleurs » est notre arme principale, elle a besoin du concours de chacun, et chacun n'hésitera pas à faire un sacrifice pour qu'elle devienne plus forte.

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

paraîtra le Samedi 9 Novembre

Vient de paraître:

ARGUMENTS N° 4

Sur les conseils ouvriers: P. NAVILLE, R. GUIDUCCI.

Sur « Socialisme ou Barbarie »: H. GENETTE — E. MORIN — C. LEFORT.

Sur les ouvrages et textes concernant la révolution hongroise: P. BROUE — J. DUVIGNAUD — F. FEJTO.

Y a-t-il une philosophie marxiste?: K. AXELOS — R. MISRAHI, etc...

Le N°: 100 fr. — Abonnements (6 N°): 500 fr. — Etranger: 650 fr. — C.C.P. Paris 180-43 — 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e. Il est recommandé de s'abonner, la diffusion en librairie étant très réduite.